

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement),
établissement public à caractère administratif,
dont le siège se situe Cité des mobilités, 25 avenue François Mitterrand, CS 92 803, 69 674 Bron Cedex,

25 avenue François Mitterrand 69 674 BRON Cedex,

Ci-après désigné "l'acheteur"

Fourniture de madriers bois pour la réalisation de platelage de ponts provisoires (type Bailey)

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE L’ACCORD-CADRE	3
1.1– Objet.....	3
1.2 – Décomposition en lots.....	3
1.3 – Nature du marché public.....	3
1.4 – Spécifications techniques	3
1.5 – Disposition environnementale	3
1.6- Considération sociale	4
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 4 - DELAI D’EXECUTION ET PROLONGATION.....	4
4.1 – Délai d’exécution	4
4.2 – Prolongation du délai d’exécution	4
ARTICLE 5 –PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	5
ARTICLE 6 - PROTECTION DE LA MAIN-D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	5
ARTICLE 7 - ASSURANCES	5
ARTICLE 8 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 9 – PENALITES DE RETARD.....	6
ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHE	6
10.1 - Nature du prix	6
10.2 – Contenu des prix.....	6
10.3 – Révision des prix du marché.....	7
ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
ARTICLE 12 – AVANCE	9
ARTICLE 13 – OPERATION DE LIVRAISON, VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 14 – SOUS – TRAITANCE	10
ARTICLE 15 - CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 16– RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE.....	10
16.1- Résiliation sans faute	10
16.2- Résiliation pour faute	10
16.3- Liquidation du marché public résilié	12
ARTICLE 17 – LITIGES	12
Annexes (en pièces jointes).....	12

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE L’ACCORD-CADRE

1.1– Objet

Le présent accord-cadre comprend les prestations de fourniture du bois, de découpe suivant les plans d'éléments de platelage (madriers) en chêne, pour la mise en place de ponts provisoires de type Bailey M1 et de type Bailey M2 et leur livraison sur le site du Cerema/CNPS situé au 62 Rue de la Gare- 77390 Verneuil l'Etang.

1.2 – Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti car l'allotissement risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.3 – Nature du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande avec un montant minimum de 40 000 €HT, et avec un maximum fixé à 200 000 € HT sur la durée globale de l'accord-cadre.

1.4 – Spécifications techniques

Les bois utilisés au présent marché seront des bois de chêne blanc européen de type chêne rouvre ou chêne pédonculé (ou leurs hybrides).

Toutefois l'aubier sain pourra être toléré sur la face qui n'est pas en exploitation sous conditions que :

- l'aubier ne soit pas adjacent aux rives,
- que sa surface n'excède pas 5% de la face,
- que sa profondeur n'excède pas le 1/3 de l'épaisseur de la lame.

L'humidité des bois tant à la réception de la matière première qu'à l'usinage puis la mise en œuvre ne devra pas excéder 18% +/-2%,

Un écart localisé de +5% pourra être admis sur moins de 20% des lames,

Les contrôles d'humidité seront effectués à cœur des pièces à l'aide d'un humidimètre dont l'étalonnage devra pouvoir être justifié pendant toute l'exécution du marché sur demande de l'acheteur.

La conception et la mise en œuvre du platelage exposeront l'ouvrage à hauteur maximale de la classe de risques biologiques 4 selon norme NF EN 350.

Pour la définition des spécifications techniques demandées, si le Cahier des Clauses Particulières fait référence à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

1.5 – Disposition environnementale

Un certificat de conformité d'origine (lieu d'abattage) des bois respectant les normes environnementales en vigueur notamment le Règlement sur le Bois de l'Union Européenne (RBUE) engageant la responsabilité du titulaire devra être fourni.

1.6- Considération sociale

Le code du travail impose, aux articles L.3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du marché, l'acheteur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 1 an ferme à compter de la date de notification. Le marché peut être reconduit 3 fois pour une durée de 12 mois. La reconduction est tacite et le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il notifie au titulaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de deux mois avant la fin de la période de validité du marché en cours d'exécution

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité dont l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses deux annexes :
annexe 1-plan des madriers Bailey M1,
annexe 2- plan des madriers Bailey M2 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Les avenants le cas échéant conclus en cours d'exécution du marché sont également des pièces constitutives.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION

4.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution de chaque bon de commande est d'un (1) mois à partir de la date de sa notification au titulaire sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

4.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 –PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Cerema et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par le Cerema, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données du Cerema, par courriel à l'adresse suivante : rgpd.dg@cerema.fr. Pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées au Cerema à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le Cerema et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

ARTICLE 6 - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article D. 8222-5 et suivants du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de six mois ;
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail si le titulaire en emploi (art. D.8254-4) ;

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début

d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Les garanties dont il bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

ARTICLE 8 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande définit les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées en fonction des délais sur lesquels s'engage le titulaire.

Chaque bon de commande précise :

- La référence de l'accord-cadre,
- La date du bon de commande
- Le numéro du bon de commande – **mention obligatoire**,
- L'identification du titulaire,
- La désignation des prestations à réaliser,
- La référence à la proposition établie par le titulaire,
- Le délai d'exécution,
- Le lieu de livraison : Cerema/CNPS 62 Rue de la Gare- 77390 Verneuil l'Etang, le cas échéant,
- Les prix unitaires et totaux HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA,
- L'adresse de facturation,
- Le SIRET du Cerema ITM– **mention obligatoire**.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

ARTICLE 9 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison des madriers est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 500$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités :

V = la valeur pénalisée, cette valeur étant égale à la valeur des prestations en retard ou, exceptionnellement, de l'ensemble des prestations.

R = nombre de jours de retard.

ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHE

10.1 - Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix unitaires fixé dans le BPU annexé à l'acte d'engagement.

10.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

10.3 – Révision des prix du marché

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix des marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres mentionné au règlement de consultation, ce mois est appelé mois zéro (M0).

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché et révisibles annuellement à date anniversaire en cas de reconduction.

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (CPF\ 16 / CPF\ 16_0)$$

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-après :

P = prix révisé HT

P₀ = prix initial HT en date de valeur mois M₀

CPF 16 = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 16 – Bois, articles en bois, en liège (sauf meubles), vannerie et sparterie publié sur le site de l'INSEE. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764115> Sera pris en compte la valeur de l'indice du mois n-4 du mois d'anniversaire du marché de l'année de révision.

CPF 16₀ = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 16 – Bois, articles en bois, en liège (sauf meubles), vannerie et sparterie publié sur le site de l'INSEE. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764115> Sera pris en compte la valeur de l'indice du mois n-4 du mois de notification du marché.

La demande de révision est transmise par le titulaire à l'adresse suivante :

CEREMA - Centre financier mutualisé de Bron : cfml.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

11.1 – Acomptes

Les bons de commandes sont réglés en une fois à l'admission des prestations.

11.2 – Demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),

- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-FCS,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison,
- le SIRET du Cerema- ITM,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant Chorus Pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

11.3 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur sur chorus pro.

11.4 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 12 – AVANCE

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, si les conditions prévues par les articles R2191-16 à 2191-19 du Code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles : l'avance est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

ARTICLE 13 – OPERATION DE LIVRAISON, VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

13.1 – Vérification de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent conformément aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les madriers pourront être présentés en vue de ces vérifications. L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Le point de départ du délai des vérifications est la date de la livraison dans les locaux du Cerema.

Par dérogation à l'article 27,2 du CCAG FCS, aucun frais ne sera pris en compte par l'acheteur au titre des vérifications.

13.2 – Admission des prestations

Conformément à l'article 28-2 du CCAG-FCS, après les vérifications afférentes aux prestations et aux livraisons, le Cerema dispose d'un délai maximum de 15 jours pour notifier sa décision.

Le Cerema prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, en cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un nouveau délai indiqué dans la décision du Cerema pour effectuer les corrections nécessaires. Ces corrections sont effectuées sans rémunération supplémentaire.

Le Cerema dispose à nouveau d'un délai de quinze jours pour prononcer sa décision. Sauf décision expresse contraire du Cerema prise dans ce délai, les prestations sont réputées admises.

ARTICLE 14 – SOUS – TRAITANCE

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema par mail ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les renseignements du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue au CCP.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du CCP.

Le Titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 15 - CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

ARTICLE 16– RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

16.1- Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

16.2- Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des

documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;

- En cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- Dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.
- Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;
- Si le montant cumulé des pénalités dépasse le montant prévu à l'article 12 du présent CCAP.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

16.3- Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont le Cerema accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché public, hors indemnisation éventuelle du titulaire. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, le Cerema mandate au profit du titulaire 80% du montant de ce solde ; si le solde est débiteur, le Cerema exige du Titulaire le reversement immédiat de 80% de ce solde.

ARTICLE 17 – LITIGES

Conformément à l'article 46.1. du CCAG-FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

Annexes (en pièces jointes)

Annexe 1-plan des madriers Bailey M1

Annexe 2- plan des madriers Bailey M2